

CERTIFICAT PRÉVU À L'ARTICLE 9

a) L'autorité judiciaire qui a émis la décision de gel:

Nom officiel:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Référence du dossier:

Adresse:

N° de téléphone: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain) (...)

N° de télécopie: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain) (...)

Adresse électronique:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité judiciaire
d'émission

Coordonnées (y compris les langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec la
(ou les) personne(s)) de la (ou des) personne(s) à contacter si des informations
complémentaires sont requises sur l'exécution de la décision ou en vue de prendre les
dispositions pratiques nécessaires à la remise des éléments de preuve (s'il y a lieu):

- b) L'autorité compétente pour l'exécution de la décision de gel dans l'État d'émission
(si cette autorité est différente de l'autorité indiquée au point a))

Nom officiel:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Référence du dossier:

Adresse:

N° de téléphone: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain) (...)

N° de télécopie: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain) (...)

Adresse électronique:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité
compétente pour l'exécution

Coordonnées (y compris les langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec la
(ou les) personne(s)) de la (ou des) personne(s) à contacter si des informations
complémentaires sont requises sur l'exécution de la décision ou en vue de prendre les
dispositions pratiques nécessaires à la remise des éléments de preuve (s'il y a lieu):

- c) Si les points a) et b) ont tous les deux été complétés, il y a lieu d'indiquer au présent point
laquelle de ces deux autorités doit être contactée, étant entendu qu'il peut s'agir des deux à la
fois.

Autorité indiquée au point a)

Autorité indiquée au point b)

d) En cas de désignation d'une autorité centrale pour la transmission et la réception administrative des décisions de gel (s'applique uniquement à l'Irlande et au Royaume-Uni):

Nom de l'autorité centrale:

Personne à contacter, le cas échéant (titre/grade et nom):

Adresse:

Référence du dossier:

N° de tél.: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain)

N° de télécopie: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain)

Adresse électronique:

e) La décision de gel

1. Date et, le cas échéant, numéro de référence
2. Indiquer l'objet de la décision
 - 2.1. Confiscation ultérieure
 - 2.2. Constitution de preuve
3. Description des formalités et procédures à respecter lors de l'exécution d'une décision de gel concernant des éléments de preuve (s'il y a lieu).

f) Renseignements relatifs aux biens ou aux éléments de preuve faisant l'objet de la décision de gel dans l'État d'exécution

Description des biens ou des éléments de preuve et localisation:

1. a) Description précise des biens et, le cas échéant, montant maximum que l'on cherche à récupérer (si ce montant maximum est indiqué dans la décision concernant la valeur des produits du crime)

b) Description précise des éléments de preuve

2. Localisation précise des biens ou des éléments de preuve (si la localisation précise est inconnue, la dernière localisation connue)

3. Personne ayant la garde des biens ou des éléments de preuve ou propriétaire connu des biens ou des éléments de preuve s'il ne s'agit pas de la personne soupçonnée d'avoir commis l'infraction ou condamnée (si cela s'applique dans le cadre de la législation nationale de l'État d'émission)

g) Renseignements relatifs à l'identité de la (ou des) personne(s) physique(s) (1) ou morale(s) (2) soupçonnée(s) d'avoir commis l'infraction ou condamnée(s) (si cela s'applique dans le cadre de la législation nationale de l'État d'émission) et/ou de la (des) personne(s) visée(s) par la décision de gel (si disponibles)

1. Personnes physiques

Nom:

Prénom(s):

Nom de jeune fille, s'il y a lieu:

Pseudonymes, s'il y a lieu:

Sexe:

Nationalité:

Date de naissance:

Lieu de naissance:

Résidence et/ou adresse connue (si inconnue, indiquer la dernière adresse connue):

Langue(s) que la personne comprend (si connue(s)):

2. Personnes morales

Nom:

Forme de personne morale:

Numéro d'enregistrement:

Siège statutaire:

h) Mesures que doit prendre l'État d'exécution après l'exécution de la décision de gel

Confiscation

1.1. Le bien doit être conservé dans l'État d'exécution aux fins d'une confiscation ultérieure

1.1.1. On trouvera ci-joint une demande concernant l'exécution d'une décision de confiscation
rendue dans l'État d'émission le (date)

1.1.2. On trouvera ci-joint une demande concernant la confiscation dans l'État d'exécution et
l'exécution ultérieure de cette décision

1.1.3. Date probable de présentation de la demande visée au point 1.1.1 ou 1.1.2.

ou

Constitution de preuve

2.1. Le bien doit être transféré à l'État d'émission pour servir d'élément de preuve

2.1.1. On trouvera ci-joint une demande de transfert

ou

2.2. Le bien doit être conservé dans l'État d'exécution en vue de servir ultérieurement de
preuve dans l'État d'émission

2.2.2. Date probable de présentation de la demande visée au point 2.1.1

i) Infraction(s)

Description des motifs de la décision de gel et résumé des faits connus de l'autorité judiciaire qui émet la décision de gel et le certificat:

Nature et qualification légale de l'infraction ou des infractions et disposition législative ou réglementaire ou code applicable en vertu de laquelle/duquel la décision de gel a été prise:

1. Cochez, le cas échéant, une ou plusieurs des infractions ci-après dont relève(nt) l'infraction/les infractions visée(s) ci-dessus, si l'infraction/les infractions est/sont punie(s) dans l'État d'émission d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'un maximum d'au moins trois ans:

participation à une organisation criminelle;

terrorisme

traite des êtres humains;

exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie;

trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;

trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs;

corruption;

fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes;

blanchiment du produit du crime;

faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro;

cybercriminalité;

crime contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées, et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées;
aide à l'entrée et au séjour irréguliers;
homicide volontaire, coups et blessures graves;
trafic illicite d'organes et de tissus humains;
enlèvement, séquestration et prise d'otage;
racisme et xénophobie;
vol organisé ou avec arme;
trafic illicite de biens culturels, y compris antiquités et œuvres d'art;
escroquerie;
racket et extorsion de fonds;
contrefaçon et piratage de produits;
falsification de documents administratifs et trafic illicite de faux;
falsification de moyens de paiement;
trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance;
trafic illicite de matières nucléaires et radioactives;
trafic de véhicules volés;
viol;
incendie volontaire;
crime relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale;
détournement d'avion/de navire;
sabotage.

2. Description complète de l'infraction ou des infractions qui ne relève(nt) pas des cas visés au point 1 ci-avant:

j) Voies de recours contre la décision de gel pour les personnes concernées, y compris les tiers de bonne foi, ouvertes dans l'État d'émission:

Description des voies de recours ouvertes, y compris des actes à accomplir

Juridiction devant laquelle le recours peut être introduit

Informations sur les personnes qui peuvent former le recours

Délai pour la présentation du recours

Autorité dans l'État d'émission pouvant fournir des informations complémentaires sur les procédures à suivre pour introduire un recours dans l'État d'émission et indiquer s'il est possible de disposer d'une assistance juridique ou de services de traduction

Nom:

Personne à contacter (le cas échéant):

Adresse:

N° de téléphone: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

N° de télécopie: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Adresse électronique:

k) Autres circonstances pertinentes en l'espèce (informations facultatives):

l) Le texte de la décision de gel est annexé au certificat.

Signature de l'autorité judiciaire d'émission et/ou de son représentant attestant l'exactitude des informations contenues dans le certificat:

Nom:

Fonction (titre/grade):

Date:

Cachet officiel (le cas échéant)